

À l'assaut du franquisme

Célia KEREN

Depuis quelques années, une nouvelle génération d'historiens espagnols déboulonne les vieux mythes forgés par la propagande franquiste, mais aussi par les thuriféraires de la transition démocratique. Un numéro spécial de la revue *Vingtième Siècle* situe cette évolution historiographique dans son contexte social et mémoriel.

Recensé : Charlotte Vorms, Élodie Richard (dir.), spécial « Histoire et conflits de mémoire en Espagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 127, juillet-septembre 2015, 332 p., 23 €.

L'histoire de la Seconde République et du franquisme fait l'objet, depuis l'époque même des événements, de débats surpolitisés. Ceux-ci ont été ravivés par un mouvement social qui demande depuis plus de quinze ans que soient exposées la violence franquiste et les souffrances de ses victimes, et qui participe aujourd'hui à la dénonciation des insuffisances de la démocratie espagnole. Le numéro spécial intitulé « Histoire et conflits de mémoire en Espagne » paru à l'été 2015 dans la revue *Vingtième siècle* fait le point sur l'histoire de la période 1931-1975, et en particulier du franquisme, dans ce contexte marqué par les conflits mémoriels. Aux quinze articles composant le dossier s'ajoutent plusieurs compléments (trois descriptifs de fonds documentaires et dix-huit recensions), qui en font à la fois un ouvrage de recherche et un outil de travail.

Après un article liminaire qui retrace quatre-vingts ans de recherche sur la Seconde République, la guerre civile et le franquisme, le dossier est organisé en trois parties. La première, intitulée « Usages politiques du passé », restitue la multiplicité des discours sur le passé dans la société espagnole d'aujourd'hui. C'est en effet l'un des partis pris des deux coordinatrices que de mettre les discours des historiens sur le même plan que les autres (étatiques et publics, militants, fictionnels et surnaturels – nous y reviendrons), en les soumettant au même regard critique. L'exploration et la déconstruction de la manière dont l'histoire espagnole a été et continue encore d'être racontée permettent de situer le caractère novateur des recherches actuelles sur le franquisme, dont un échantillon nous est proposé dans les deuxième et troisième parties. Celles-ci ont pour fils directeurs deux questions clé pour les historiens de la période : celle de la nature du régime (fasciste ou non), débattue depuis les années 1970 mais qui a connu des développements récents, et celle des attitudes diverses de la population (consentante, passive ou résistante) face à la dictature, front pionnier de la recherche actuelle.

L'histoire et la mémoire sur la sellette

La première partie s'ouvre sur l'historiographie de la guerre civile et du franquisme, les contributions de Sophie Baby et de François Godicheau établissant le point de départ analytique du numéro. Ils montrent l'un et l'autre comment se sont cristallisés, lors de la transition à la démocratie entre 1975 et 1982, des métarécits emboîtés de la guerre civile, de la dictature et de la transition. Ces métarécits fonctionnent, expliquent-ils, comme autant de mythes au sens barthien du terme (p. 65), et ils continuent trop souvent à dominer les travaux universitaires.

Ces métarécits mythologiques peuvent être résumés comme suit : le passage à la démocratie a été un grand moment de réconciliation entre Espagnols, marqué par la non-violence, l'esprit de consensus et la modération politique. Cette « fin heureuse » (p. 61), pour être crédible, commandait non seulement une lecture dépolitisée de la guerre civile comme un « conflit fratricide » (p. 62) dans lequel les torts auraient été partagés, mais aussi une vision édulcorée de la dictature, qui aurait évolué naturellement vers toujours plus de souplesse, rendant possible *in fine* la réconciliation susmentionnée. Ce récit historique a été le pendant scientifique des discours successifs de légitimation politique des gouvernants, d'abord franquistes – qui cessent dès les années 1960 de glorifier la conquête pour valoriser la paix apportée par le régime –, puis de la transition, qui justifient par ce récit la non-condamnation de la dictature et l'absence d'épuration de son personnel politique.

Ces jalons étant posés, la première partie poursuit l'exploration critique des usages politiques du passé. Rubén Pallol Trigueros nous fait entrer dans les mécanismes institutionnels de production de l'histoire sous le franquisme en analysant les nominations et les stratégies professionnelles des historiens entrés à l'Université dans les années 1940. Le romancier Isaac Rosa, dans un entretien mené par Élodie Richard, explique le lien entretenu avec l'histoire dans ses romans, dans lesquels on trouve « le même état d'esprit que chez ceux qui [...] se sont mis à ouvrir les fosses communes » (p. 80) : une volonté de démythifier le passé, de revenir sur les mensonges du régime concernant l'ampleur de la violence pendant et après la guerre civile, et une certaine méfiance envers l'histoire universitaire. Autre témoin de la multiplicité des formes que prennent aujourd'hui les conflits de mémoire en Espagne, l'article de Stéphane Michonneau sur le village en ruines de Belchite. Il y analyse successivement les politiques officielles de patrimonialisation du site, de 1937 à aujourd'hui, et la manière dont, depuis dix ans, la mémoire occultée des victimes républicaines trouve à s'exprimer par des formes de réhabilitation sauvage (graffitis en formes d'épithaphe) ou par un retour du refoulé sur le mode paranormal, une partie de la population locale disant voir des fantômes ou entendre des bruits de guerre parmi les ruines.

Révision et subversion historiographiques

Les historiens ont été pris dans ces conflits de mémoire et dans la remise en cause de « l'histoire qu'on nous a racontée¹ », processus dont ils ont aussi été les acteurs (p. 32). Ceci a donné lieu à un important renouvellement historiographique, favorisé par ailleurs par l'arrivée à l'Université d'une nouvelle génération d'historiens. Ceux-ci, nés dans les années 1970 et 1980, sont d'autant plus enclins à déconstruire les mythes cristallisés lors de la transition politique qu'ils ne l'ont pas vécue. En outre, ils sont beaucoup plus au fait que leurs aînés des outils et des objets de leurs collègues étrangers. En faisant dialoguer de manière inédite l'histoire et l'historiographie espagnoles avec l'histoire et l'historiographie internationales, ils rompent avec une longue tendance à considérer l'Espagne comme une exception, un pays à part dont l'histoire n'aurait pas suivi le même mouvement que celui du reste de l'Europe et ne pourrait donc pas être analysée à la même aune². Les historiens espagnols d'aujourd'hui placent systématiquement leur objet dans le cadre de comparaisons internationales, et les meilleurs d'entre eux (ceux qui sont publiés dans ce dossier, notamment) le font avec finesse, sans vouloir à toute force assimiler le franquisme au nazisme et au fascisme.

¹ Pablo Sánchez León, Jesús Izquierdo Martín, *La guerra que nos han contado : 1936 y nosotros*, Madrid, Alianza Editorial, 2006.

² Sur la construction historiographique de l'Espagne comme « exception historique », et ce depuis la fin du Siècle d'or, on peut consulter Joseph Pérez, *La Légende noire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 2009.

Donnons-en quelques exemples. Dans un article qui ouvre la partie sur le « régime franquiste » par un objet emblématique, la prison, Gutmaro Gómez Bravo montre qu'il n'est pas nécessaire de parler d'« holocauste espagnol³ » pour signaler la violence carcérale. Il livre à cet égard une mise au point salutaire sur les théories eugénistes développées par le psychiatre militaire Antonio Vallejo-Nágera, qui suscitent depuis quinze ans des dizaines de livres et d'articles d'historiens alors même qu'elles « n'inspirèrent aucune disposition qui ait pu affecter le régime interne de quelque institution répressive que ce soit » (p. 138). Gutmaro Gómez Bravo montre en revanche le rôle des juristes et des idéologues catholiques traditionnalistes du ministère de la Justice dans la mise au point d'une répression particulièrement invasive. En effet, celle-ci était fondée sur un système de liberté conditionnelle lié non seulement à la repentance morale des condamnés (mesurée par les aumôniers des prisons), mais aussi à la bonne conduite de leurs familles, surveillées par les autorités locales. Si l'on considère les centaines de milliers de prisonniers concernés, on mesure l'emprise de l'institution pénitentiaire sur la société espagnole.

Dans son article sur la répression et la protection des mineurs, Amélie Nuq questionne la spécificité franquiste d'institutions qui n'ont pas rompu avec le personnel et la législation précédentes, et qui s'apparentent aux systèmes existant dans les démocraties occidentales. La recherche d'une spécificité liée à la dimension dictatoriale et réactionnaire du régime l'amène ensuite à montrer, de façon novatrice, que la fréquence des internements de jeunes filles en raison de leur conduite sexuelle est moins le fait des autorités que celui de leurs propres familles, qui exploitent l'obsession moralisatrice du régime pour faire interner les filles qui leur posent problème pour d'autres raisons, par exemple parce qu'elles sont rebelles au travail (p. 172).

Apportant lui aussi une contribution originale, loin de toute manichéisme, au débat sur la collaboration de la population à la répression, Jorge Marco explique que la résistance armée dans l'Est de l'Andalousie prend fin lorsque d'anciens guérilleros locaux dénoncent et participent à la capture d'un groupe concurrent toujours actif, qui vient d'être rejoint par une partie de leurs anciens membres. Ces exemples montrent le caractère non seulement révisionniste (au sens noble du terme), mais aussi subversif de ce dossier, qui met autant à mal l'historiographie des années 1980 et 1990 que certaines des interprétations actuelles les plus en vue.

Nous voudrions pour conclure revenir sur deux implicites de ce numéro. Premièrement, la jeune recherche qu'il nous est donnée à lire est très précisément située. Il s'agit d'une recherche à la fois française et espagnole, placée sous le patronage implicite de la Casa de Velázquez, institution française par laquelle tous les auteur-e-s français-es sont passé-e-s, et dont les contributeurs espagnols sont des collaborateurs réguliers. Sans regretter ce parti pris, qui s'inscrit dans une tradition de dialogue historiographique franco-espagnol, on peut se demander ce qu'aurait changé à la facture du dossier l'inclusion de représentants de l'hispanisme italien ou anglo-saxon, aussi importants que les Français dans ce champ. Deuxième point, si les coordinatrices du numéro expliquent bien pourquoi la recherche actuelle est obnubilée par certaines questions – la nature du régime, la violence politique, les attitudes de la population –, on perçoit bien que certains pans de l'histoire du franquisme sont actuellement négligés, parce qu'ils ne répondent pas à un agenda de recherche largement dicté par le contexte mémoriel et politique. Ce numéro aurait été le lieu idoine pour une réflexion sur ces impensés et ces zones d'ombre historiographiques, esquissant les nouvelles problématiques que l'histoire du franquisme pourrait développer à l'avenir.

³ Paul Preston, *El holocausto español. Odio y exterminio en la Guerra Civil y después*, Barcelone, Debate, 2011.

Pour aller plus loin :

Outre les dix-huit ouvrages recensés dans la « librairie Espagne » à la fin du numéro, on peut consulter :

- David Becerra Mayor, *La Guerra Civil como moda literaria*, Madrid, Clave Intelectual, 2015.
- Rafael Cruz Martínez, *En el nombre del pueblo : república, rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI, 2009.
- Pablo Sánchez León, Jesús Izquierdo Martín, *La guerra que nos han contado : 1936 y nosotros*, Madrid, Alianza Editorial, 2006.

Publié dans laviedesidees.fr, le 23 mars 2016

© laviedesidees.fr